



Agir ici pour un monde plus juste

SOMMAIRE

OXFAM FRANCE, **UN CHAMP D'ACTION** RENFORCÉ EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT ET DROIT À LA SANTÉ ET À L'ÉDUCATION P. 4/5

P. 3

COMMERCE, AGRICULTURE ET DROIT À L'ALIMENTATION P. 6/7

CHANGEMENT CLIMATIQUE: PORTER LA VOIX DES PAYS DU SUD P. 8/9

PROTECTION DES POPULATIONS EN ZONE DE CONFLIT...... P. 10/11

MOBILISATION CITOYENNE: LE DYNAMISME DES ACTEURS LOCAUX ET LE DÉVELOPPEMENT **DE NOUVELLES FORMES** DE MILITANTISME. P. 12/13

LA BOUQUINERIE OXFAM, UN SUCCÈS À LILLE ET BIENTÔT AILLEURS P. 13

NOS FINANCES P. 14-16

DONNER / DEVENIR ADHÉRENT-E P. 17/18 GOUVERNANCE ET ÉQUIPE P. 19

Comme l'an passé, le rapport annuel est imprimé en couleurs pour un coût quasi identique à celui d'une impression bicolore (noir/vert). Conçu comme un panorama synthétique de nos activités, il peut être facilement diffusé autour de vous pour inciter votre entourage à nous rejoindre



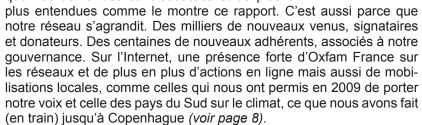
ÉDITO

UN POUVOIR QUI GRANDIT

otre propre pouvoir peut paraître infime. Mais il existe. Plus que jamais, il nous appartient de le faire grandir », écrivionsnous dans notre rapport annuel 2008. Ce rapport 2009 regarde comment, ensemble, nous avons « fait grandir » ce pouvoir.

Oui, grâce à votre soutien financier, grâce à votre mobilisation (des campagnes plus fortes et plus visibles), grâce à votre enthousiasme, notre pouvoir, notre capacité citoyenne à nous faire entendre, à faire bouger les choses, à porter haut notre combat incessant contre les injustices, grandit visiblement.

Visiblement, d'abord, parce qu'au niveau politique nos demandes sont écoutées et de plus en



Un pouvoir qui grandit, c'est aussi bien gérer nos ressources et nos finances et, donc, apprendre à choisir les thèmes et les actions qui « font la différence », comme, cette année, notre travail sur l'évasion fiscale, ou l'aide à la santé et maintenant, la taxe internationale sur les transactions financières. C'est également mettre en avant la responsabilité qui incombe à d'autres : les entreprises dans leur recours aux paradis fiscaux ou les parlementaires dont le rôle de contrôle de l'action internationale de la France, qu'il s'agisse par exemple des guestions de développement ou des questions militaires, est, pour nous, essentiel.

Faire la différence, c'est ensuite réussir, par une communication affûtée, à porter des sujets parfois complexes à l'attention des médias et des décideurs, au niveau international, national, ou local. C'est travailler en coalition souvent, en partenariat toujours, avec nos partenaires du Sud en particulier.

Peser dans le combat contre les injustices, ce peut être publier la bonne étude au bon moment, comme notre rapport sur l'aide à l'agriculture en Afrique de l'Ouest (voir page 7), mais aussi organiser, près de chez soi, une réunion ou une action publique réussie. C'est toujours veiller à ce qu'en matière de santé, de commerce des armes ou de protection des populations, les promesses faites soient tenues, et l'argent non seulement versé, mais bien dépensé.

Un pouvoir qui grandit, c'est une responsabilité et une charge. C'est aussi, pour nous tous, pour vous, un formidable encouragement. Merci.

Françoise TOUTAIN

Présidente

Luc LAMPRIÈRE

Directeur général



n'arrivent plus comme d'habitude. »

OXFAM FRANCE

UN CHAMP D'ACTION RENFORCÉ EN FRANCE ET À L'INTERNATIONAL

Plusieurs étapes importantes ont été franchies par notre association en 2009. Tout d'abord, le vote de nouveaux statuts avec, notamment, un rôle accru pour les acteurs locaux dans notre gouvernance. Depuis décembre demier, chacun-e d'entre vous peut devenir formellement adhérent-e et participer ainsi plus activement à notre vie associative (voir page 18). Par ailleurs, trois ans et demi après notre affiliation au réseau Oxfam, notre nouveau logo, Oxfam France, sur le modèle de celui des autres affiliés Oxfam, marque clairement notre identité d'association française dans une dynamique internationale. Mais, cette transition de nom ne change en rien notre mission fondamentale, défendue avec la même ardeur depuis vingt ans : lutter contre les injustices dont sont victimes les populations du Sud, sous l'effet de politiques iniques qui les privent de leurs droits fondamentaux. Pour continuer à afficher cette mission et des valeurs fondatrices de l'association, nous avons d'ailleurs conservé notre nom d'origine « Agir ici », associé à la fois à notre logo et à notre volonté de construire avec chaque citoyen, avec vous, un monde plus juste.

Enfin, en 2009, nous avons engagé notre adhésion au **Comité de la Charte**, où nous avons été admis en mai 2010. Cela constitue une reconnaissance officielle de la bonne tenue de nos comptes et de la transparence de notre communication financière, vis-à-vis du grand public comme de tous ceux et celles qui, chaque année, nous font confiance (*voir page 16*).

NOS MISSIONS

Grâce à vous, depuis 1988, nous nous battons pour :

- le droit à la santé et à l'éducation : chacun-e a le droit d'être soigné-e et d'aller à l'école. C'est à l'État qu'incombe cette responsabilité, non au secteur privé. Il doit donc disposer des ressources suffisantes et des marges de manœuvre nécessaires ;
- le droit à des moyens de subsistance durables : chacun-e doit pouvoir se nourrir et vivre de son travail correctement. Les petits paysans doivent notamment pouvoir défendre leur droit à la terre ou aux ressources naturelles ;
- le droit à la protection et à la sécurité : dans les conflits ou dans les crises, chacun-e a le droit d'être protégé-e dans son intégrité.

Oxfam, un réseau d'ONG qui s'élargit et se réorganise pour plus d'efficacité!

En 2009, le réseau Oxfam a accueilli une ONG mexicaine, Rostros y Voces, devenue, sous le nom d'Oxfam Mexique, le 14° affilié Oxfam. Oxfam Mexique partage les mêmes valeurs et les mêmes objectifs que nous : s'attaquer aux injustices qui constituent les racines de la pauvreté dans le monde. Fidèle à sa volonté de travailler au plus près des besoins et des demandes des populations, de nouer des partenariats avec des organisations nationales au Sud, le réseau Oxfam, après le Brésil en 2008, a inauguré en 2009 un bureau à Addis-Abeba pour renforcer ses liens avec l'Union africaine et soutenir la participation de la société civile à la réalisation des droits sociaux, économiques, politiques et culturels sur tout le continent.

Autre évolution majeure engagée par Oxfam en 2009 : là où auparavant plusieurs affiliés Oxfam intervenaient séparément en soutien à différents projets de développement, Oxfam fonctionnera désormais de manière unifiée. Ce changement donnera lieu à une réorganisation de grande ampleur de la présence d'Oxfam dans plus de 80 pays du Sud et de la coordination entre affiliés. Il vise à accroître encore l'efficacité et l'impact de l'action sur le terrain de l'ensemble de la confédération Oxfam. Oxfam France participera pleinement à ce processus, notamment dans le domaine du plaidoyer et des campagnes, en lien avec des partenaires au Sud, ainsi que dans le cadre de la gouvernance des programmes.

Oxfam, ce sont 14 ONG présentes dans plus de 100 pays aux côtés de plus de 3 000 associations locales partenaires : Oxfam Allemagne, Oxfam America (États-Unis), Oxfam Australie, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada et Oxfam Québec, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam France, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Oxfam Irlande, Oxfam Novvelle-Zélande, Oxfam Novib (Pays-Bas), Oxfam Mexique.

Membres observateurs : Oxfam India et Oxfam Japon.



NOS MODES D'ACTION

Mobilisation citoyenne

Fidèle à ses racines, Oxfam France est convaincue que chaque citoyen a le pouvoir d'agir à son niveau pour corriger les injustices et faire entendre sa voix. Avec près de 90 campagnes d'opinion à notre actif, nous sensibilisons le public aux réalités des populations des pays en développement et aux grands enjeux internationaux et l'encourageons à s'engager ici pour construire un monde plus juste.

Plaidoyer

Oxfam France entend influencer les décideurs politiques et économiques (ministres, députés, conseillers...) en leur présentant des alternatives réalistes afin de les convaincre de modifier leurs politiques. En proposant aux médias un éclairage différent sur les conséquences des choix politiques, nous contribuons à une information plus objective et plus complète du public.

Recherche et études

Nos actions s'appuient sur un travail de recherche préalable, auquel Oxfam France contribue au sein de la confédération internationale Oxfam. L'étude des réalités sur le terrain, le décryptage des chiffres, la comparaison des données, la mise en perspective des mesures et de leurs conséquences concrètes, donnent force et crédibilité à nos campagnes auprès des décideurs et du public.

Alliances et partenariats

La complexité des problèmes abordés nécessite une action coordonnée entre tous les niveaux d'expertise. Pour cette raison, nous menons nos campagnes en collaboration avec des associations partenaires en France et à l'international, et nous développons nos actions en fonction des analyses fournies par les organisations de la société civile au Sud.

FINANCEMENT DU DÉVELOPPEMENT

ET DROIT À LA SANTÉ ET À L'ÉDUCATION



EXIGER LA FIN DE L'ÉVASION FISCALE POUR RENFORCER LES BUDGETS DES PAYS DU SUD

En 2009, Oxfam France et ses partenaires ont mené – avec, déjà, des premiers succès – un combat essentiel pour que les pays du Sud puissent disposer des ressources financières nécessaires à la fourniture de services de santé et d'éducation de qualité : la lutte contre l'évasion fiscale, qui prive chaque année les budgets des pays pauvres de 125 milliards d'euros de recettes (pour la seule fraude fiscale des entreprises multinationales).

« HOLD-UP INTERNATIONAL » : BIENTÔT LA FIN DE L'IMPUNITÉ FISCALE DES MULTINATIONALES ?

Près de 25 000 personnes ont participé à notre campagne « Hold-up international » pour exiger de la France et de l'Union européenne une régulation plus forte de l'activité des entreprises dans les pays en développement. En l'absence de toute régulation, certaines d'entre elles n'hésitent pas, pour

augmenter leurs profits, à utiliser massivement la fraude et l'évasion fiscales grâce aux possibilités offertes par les sociétésécrans et l'opacité des paradis fiscaux. En se soustrayant à leurs obligations fiscales dans les pays pauvres, elles privent ces derniers d'énormes ressources financières qui pourraient aider ces États à dispenser des services publics de qualité et à sortir de la pauvreté. La couverture médiatique, la mobilisation publique et celle de nos groupes et relais locaux ont été très fortes - une soixantaine d'actions, conférencesdébats, stands et animations de rue, activités de plaidoyer locales, ont été menées en France pour relayer la campagne sur le terrain auprès du public. Grâce à cela et à l'intense travail de plaidoyer entrepris tout au long de l'année (et qui se poursuit en 2010), nous avons d'ores et déjà obtenu des avancées politiques majeures : la France, et aujourd'hui le Parlement et la Commission européenne, soutiennent publiquement auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et des autres pays de l'Union européenne la mise en œuvre de la transparence comptable pays par pays que nous demandons. Concrètement, cela signifie que les multinationales devront présenter leurs activités, leurs bénéfices et les impôts payés dans chaque pays où elles opèrent. En juin, l'Allemagne et la France ont demandé à l'Union européenne et à l'OCDE de faire également des propositions pour lutter contre l'opacité des trusts et des sociétés-écrans dans les paradis fiscaux, tout aussi nuisibles que le secret bancaire. En effet, ces structures permettent de masquer l'identité des détenteurs de fonds. Autre coup porté aux paradis fiscaux : la création d'un traité multilatéral d'échange de renseignements fiscaux – une des autres demandes que nous soutenons avec la plate-forme Paradis fiscaux et judiciaires. Ce traité permettrait aux pays du Sud de demander aux paradis fiscaux, avec les mêmes conditions que les pays du G20, des informations sur des entreprises ou des particuliers, utilisateurs de ces territoires de non-droit pour se soustraire à leurs obligations fiscales.

LES MOMENTS FORTS DE 2009

△ MARS

Une quinzaine d'organisations européennes – dont Oxfam – débarquent à Jersey en amont du G20 Finances pour dénoncer le rôle dévastateur des paradis fiscaux et judiciaires.

Lancement de la campagne « Hold-up international » avec le CCFD – Terre Solidaire.

AVRIL

Sommet du G20 : Oxfam France dénonce dans les médias la trop courte liste des paradis fiscaux publiée lors du G20, les mesures qui « blanchissent » à moindre coût des paradis notoires et le silence du G20 sur les entreprises qui en bénéficient. Publication des chiffres de l'aide: Oxfam France dénonce dans les médias les engagements non tenus et les montants « gonflés » artificiellement après intégration de financements innovants (comme la taxe sur les billets d'avion), en principe additionnels à l'aide publique au développement.

Interpellation citoyenne des candidats aux élections européennes : la moitié des eurodéputés français élus s'engagent par écrit à défendre les cinq propositions de la campagne « Hold-up international », dont l'obligation de transparence comptable pays par pays pour les entreprises multinationales.

AIIII.

23 juin : la France et l'Allemagne reprennent notre idée de registre européen des sociétésécrans pour lutter contre l'opacité.

JUILLET

Remise des signatures de la pétition « Hold-up ». Action de mobilisation «Tenez vos promesses » pendant les festivals, notamment lors du festival Solidays à Paris. Lors du G8, Oxfam France dénonce une nouvelle fois les promesses non tenues d'aide au développement. Le 6 juillet, Nicolas Sarkozy et Gordon Brown demandent à l'OCDE d'étudier la mise en œuvre d'une transparence comptable et fiscale des multinationales pays par pays.

SEPTEMBRE Publication en amont des différentes réunions

du G20 d'un rapport bilan d'Oxfam France sur l'action du G20 pour lutter contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale. Sommet du G20 : Nicolas Sarkozy nous recoit et annonce « la fin des paradis fiscaux ». Oxfam France contre efficacement dans les médias cette annonce prématurée et lance avec des syndicats partenaires, Attac et le CCFD - Terre solidaire, l'appel « Stop paradis fiscaux » pour sensibiliser les citoyens aux effets dévastateurs des paradis fiscaux Parallèlement, un rapport remis par la Mission d'information de l'Assemblée nationale sur les paradis fiscaux reprend la plupart de nos recommandations. Elles sont présentées par Didier Migaud,



Enfin, lors des G20 et des Assemblées de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international, nous avons défendu une réforme du système financier international pour réguler les marchés financiers et contrôler les activités des paradis fiscaux. Nous avons également rappelé l'importance de démocratiser et de réformer la gouvernance des institutions financières internationales, afin d'accorder une place plus importante aux pays en développement. Ces bastions de la déréglementation ne doivent en aucun cas recourir à nouveau aux politiques d'ajustement structurel pour aider les pays les plus vulnérables en période de crise économique.

CONTINUER À DÉFENDRE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT POUR FINANCER L'ACCÈS UNIVERSEL À LA SANTÉ ET À L'ÉDUCATION

En 2009, Oxfam France a continué à faire pression sur la France et sur les pays du G8/G20 pour que les pays riches maintiennent leur promesse de soutenir chaque année les

alors président de la commission des Finances de l'Assemblée nationale lors d'une audition de la plate-forme Paradis fiscaux et judiciaires.

NOVEMBRE

Alors que des paradis fiscaux ne cessent de s'échapper de la liste grise de l'OCDE en échange de faibles gages de transparence, Oxfam France demande aux ministres des Finances du G20 de s'engager sur un traité multilatéral d'échange de renseignements fiscaux.

En France, la loi de finances entérine les premières mesures de rétorsion contre les banques et les multinationales françaises utilisant les paradis fiscaux.

EXPERTISE

- Optimisme aveugle : une remise en question des mythes concernant les soins de santé privés dans les pays pauvres, rapport Oxfam, février 2009.
- Des sociétés à irresponsabilité illimitée! Pour une responsabilité sociale, environnementale et fiscale (RESF) des entreprises, rapport Oxfam France / CCFD mars 2009
- Paradis fiscaux : à quand la fin des petits arrangements entre amis ?, rapport Oxfam France, août 2009.
- Assurer l'éducation pour tous au Mali, rapport Oxfam, juin 2009.

Liste complète des rapports disponible sur notre site : WWW.OXFAMFRANCE.ORG

pays du Sud à hauteur de 0,7 % de leur richesse nationale à l'horizon 2015. La France en est encore loin, mais notamment grâce à notre constant travail de pression, le niveau d'aide s'est maintenu en dépit d'un creusement des déficits budgétaires du fait de la crise.

Lors de nos nombreux rendez-vous avec les décideurs sur ces sujets, nous avons également insisté sur la qualité et l'efficacité de cette aide dans le soutien des politiques publiques de santé et d'éducation et la mise en place de la gratuité des soins pour les femmes et les enfants.



La ténacité porte ses fruits François d'Aubert, nommé par le gouvernement à la lutte contre les paradis

fiscaux, a déclaré: "Je suis favorable à la création de registres de trusts [...]. Il faut que les multinationales présentent leurs résultats pays par pays". Notre demande est soutenue aussi par le Parlement européen et la Commission européenne favorables à leur tour à ce que les multinationales déclarent leurs profits pays par pays, une avancée majeure pour lutter contre l'évasion fiscale. Début 2010, les parlementaires et commissaires européens ont également demandé un système multilatéral d'échange d'informations fiscales. Nos recommandations sont entendues au plus haut niveau. Continuons à faire pression!"

COMMERCE, AGRICULTURE

ET DROIT À L'ALIMENTATION



EXIGER LA JUSTICE DANS LES NÉGOCIATIONS COMMERCIALES ET LUTTER CONTRE LES CAUSES DE LA CRISE ALIMENTAIRE

Début 2009, un chiffre accablant est repris par tous les médias : plus d'un milliard de personnes au monde souffrent de la faim. Les dirigeants des pays riches ne peuvent que constater l'échec de leurs politiques, inefficaces face à ce fléau. Du coup, la pertinence de notre travail de plaidoyer, mené depuis des années, pour d'autres relations commerciales entre les pays riches et les pays pauvres et la défense de l'agriculture familiale s'impose enfin : il ne peut y avoir d'amélioration de la sécurité alimentaire mondiale sans cohérence et sans justice dans la mise en œuvre des politiques commerciales, agricoles et énergétiques.

DÉFENDRE DES ACCORDS DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE (APE) AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT

Plus loin des feux des médias, l'injustice de ces accords inégaux entre l'Europe et les pays de la zone Afrique/Caraïbes/Pacifique (ACP) demeure et notre travail, entamé en 2006, se poursuit. En 2009, nous avons co-organisé une audition et un débat parlementaire sur les conséquences de ces accords avec des parlementaires et des représentants de la société

Jean-Denis Crola
RESPONSABLE DE PLAIDOYER
COMMERCE ET AGRICULTURE

En 2009, le soutien
à l'agriculture est enfin
revenu sur le devant de la
scène et les pays riches se
sont engagés à financer les politiques agricoles
nationales. Pour être efficace, il est nécessaire
que cette aide soit bien coordonnée sur
le terrain et renforce les capacités des États
et organisations paysannes. En 2010, nous
continuerons à soutenir les besoins et les
demandes des populations du Sud qui doivent

civile africaine. Ce travail de plaidoyer auprès des députés français a porté ses fruits. Ainsi, un rapport d'information de la commission des Affaires étrangères, publié à la fin de 2009, critique le fond et la forme des APE et reprend la grande majorité de nos recommandations! Au début du mois de décembre, la France prend enfin position devant l'Union européenne pour plus de « flexibilité » dans la mise en œuvre des accords. La fin d'un long silence! Globalement, même si la route reste semée d'embûches, notre plaidoyer à Paris pour que la France exige des relations commerciales plus justes entre l'Union européenne et ses partenaires commerciaux au Sud se solde par des résultats encourageants. Notre pays s'affiche désormais dans les sommets internationaux en faveur d'une plus grande régulation du commerce et des marchés agricoles, des discours qui doivent maintenant être suivis par des actes.

être associées à la mise en œuvre des

politiques nationales et internationales. »

LES MOMENTS FORTS DE 2009

JANVIER

Réunion de haut niveau sur la sécurité alimentaire pour tous à Madrid – Oxfam demande des investissements d'urgence dans l'agriculture.

⇒ FÉVRIER

Action de clôture de la campagne sur les agrocarburants au Salon de l'agriculture.

→ MARS

Débat et audition parlementaire à l'Assemblée nationale sur les Accords de partenariat économique avec des représentants de la société civile africaine.

⇒ JUILLET

G8 en Italie: 20 milliards de dollars sont débloqués pour l'agriculture — Oxfam demande un mécanisme de suivi des engagements financiers pour la sécurité alimentaire.



Présentation à la Banque mondiale, par Jean-Denis Crola, de l'étude d'Oxfam France sur l'aide à l'agriculture. © Oxfam

OCTOBRE

Dénonciation des méthodes de calcul d'un rapport de l'Ademe sur les agrocarburants.

NOVEMBRE

Sommet de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) à Rome.
Création du Partenariat mondial pour l'agriculture et l'alimentation – Oxfam France dénonce dans les médias les engagements financiers insuffisants de la France.

⇒ DÉCEMBRE

La France demande à la Commission européenne d'accorder une plus grande marge de manœuvre aux pays ACP dans la mise en œuvre des APE.

EXPERTISE

- Des promesses aux réalités de terrain, rapport Oxfam France, novembre 2009.
- Au-delà des clivages : réformer la gouvernance mondiale sur la sécurité alimentaire, rapport Oxfam, novembre 2009.
- Promesses non tenues : qu'est-il arrivé au « développement » dans le cycle de Doha de l'OMC ?, rapport Oxfam, novembre 2009.

Liste complète des rapports disponible sur notre site : WWW.OXFAMFRANCE.ORG



AGROCARBURANTS: DÉNONCER LES MÉTHODES DE CALCUL

Notre campagne « Les agrocarburants - ça nourrit pas son monde » a pris fin en février 2009, au Salon de l'agriculture, avec une action remarquée par les médias. Mais, comme toujours, notre travail a continué au-delà, par exemple, en octobre, en réaction à un rapport de l'Ademe, favorable aux filières françaises d'agrocarburants. Face aux puissants lobbies agricoles et industriels, nous avons alors, avec nos partenaires du Réseau Action Climat, dénoncé les méthodes de calcul des bilans carbone et énergétique des agrocarburants publiés dans ce rapport. Des calculs qui ne prennent pas en compte le changement d'affectation des sols (CAS), c'est-à-dire les conséquences considérables de la mise en culture de nouvelles terres dans les pays du Sud! Une fois cette dimension intégrée, la réalité du bilan des filières françaises s'avère catastrophique! En 2010, nous continuerons notre travail sur ce dossier avec un autre angle : l'accaparement et l'achat de terres au Sud pour la production intensive de cultures d'exportation, une menace pour l'agriculture paysanne et la sécurité alimentaire.

MILITER POUR UN SOUTIEN PLUS IMPORTANT ET PLUS EFFICACE À L'AGRICULTURE

Tout au long de l'année, avec nos collègues des autres Oxfam, notamment lors des cinq sommets internationaux consacrés en 2009 à la situation agricole et alimentaire mondiale, nous avons tout fait pour mobiliser sur les causes, l'impact et les solutions à apporter à cette crise. À l'automne, un « Partenariat mondial sur l'agriculture et l'alimentation » a ainsi vu le jour - une idée soutenue par le réseau Oxfam - et 20 milliards de dollars ont été promis pour l'agriculture au Sud. Contribution importante d'Oxfam France à ce travail : une étude sur le terrain menée dans trois pays d'Afrique de l'Ouest, en partenariat avec des organisations paysannes et présentée depuis au plus haut niveau à Dakar, Paris, Rome et Washington (Union africaine, Communauté des États de l'Afrique de l'Ouest, Organisation de coopération et de développement économiques, ministères français, sommet de l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, Banque mondiale...). À partir de la mise en évidence des

dysfonctionnements criants de l'aide internationale à l'agriculture au Niger, au Burkina Faso et au Ghana, cette étude fait des recommandations concrètes afin que l'aide vienne véritablement renforcer les politiques nationales au Sud et cesse enfin d'être attribuée et mise en œuvre selon les seuls intérêts et exigences des bailleurs internationaux. Le plaidoyer issu de ce travail est repris par les organisations partenaires en Afrique de l'Ouest et continue en 2010.



LORS DES GRANDS RENDEZ-VOUS INTERNATIONAUX. OXFAM FAIT DU BRUIT!

Multipliant les interviews auprès des journalistes présents lors des G8, G20, des assemblées de l'ONU ou de toute autre réunion internationale, les experts d'Oxfam (auxquels nous nous joignons la plupart du temps) brandissent des chiffres et des rapports de recherche pour exiger des mesures enfin efficaces pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Des actions de mobilisation satiriques accompagnent la plupart du temps ces rendez-vous pour attirer l'attention du public via les médias sur les fausses promesses des dirigeants!



RAPPORTS D'EXPERTISE, UN COMPLÉMENT INDISPENSABLE AU PLAIDOYER

En 2009, nous avons publié plusieurs rapports de recherche qui viennent appuyer notre travail de plaidoyer auprès des décideurs. Du baromètre de la protection des civils à notre rapport sur l'efficacité de l'aide à l'agriculture ou sur l'évasion fiscale, ces études confirment notre expertise et sont utilisées à l'international par nos collègues d'Oxfam dans les rendez-vous de plaidoyer.

CHANGEMENT CLIMATIQUE

PORTER LA VOIX DES PAYS DU SUD



EXIGER LA PRISE EN COMPTE DES BESOINS D'ADAPTATION DES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES

En 2009, convaincus de l'importance de la conférence de Copenhague en décembre sur le climat, nous avons mobilisé notre énergie jusqu'aux portes du sommet pour demander, avec des dizaines d'associations du Sud comme du Nord, un accord « juste, équitable

et contraignant » sur le climat. Objectif : contenir le réchauffement de la planète au-dessous de 2° C et prendre en compte la dette écologique des pays riches vis-à-vis des pays les plus vulnérables.

PLAIDER POUR DES FINANCEMENTS ADDITIONNELS

Sur la route de Copenhague, nous avons activement porté le message du « coût humain du changement climatique » et plaidé auprès des décideurs politiques pour faire entendre la voix des populations du Sud. Nous l'avons fait en France, au sein du Réseau Action Climat et de la coalition « Ultimatum Climatique » - onze ONG environnementales, de solidarité internationale ou de défense des droits humains - et, à l'international, avec le réseau Oxfam et nos partenaires du Sud. Les populations du Sud, nous l'avons beaucoup dit en 2009, sont les premières victimes des changements climatiques alors qu'elles en sont les moins responsables et n'ont pas les moyens nécessaires pour y faire face. Courriers, rendez-vous avec les ministres et fonctionnaires concernés, avec Nicolas Sarkozy (à quatre reprises), avec le ministre Jean-Louis Borloo et les négociateurs français, interventions auprès des députés, dans des conférences, sont autant d'initiatives qui nous ont permis

de faire évoluer la position française sur la question des financements de l'adaptation au changement climatique. Ce message a porté : la France, d'abord silencieuse sur tout engagement financier à long terme pour les pays du Sud, a fini, en novembre, par inclure dans son plan Justice-Climat le principe de financements publics pour soutenir l'adaptation des populations les plus vulnérables.

CONTRIBUER À UNE PRISE DE CONSCIENCE NATIONALE ET INTERNATIONALE

Vos signatures ont du poids! En signant l'appel Ultimatum Climatique en France (plus de 550 000 signatures qui ont rejoint les 15 millions de signataires de la coalition internationale Tcktcktck dont Oxfam fait partie), en envoyant les cartes postales de la campagne, votre action a pesé sur la position du gouvernement français! Si l'échec de Copenhague est douloureux face à l'ampleur des enjeux, la question des financements en matière de climat est maintenant sur la table, avec l'engagement des pays développés lors du sommet de fournir 30 milliards de dollars sur la période 2010-2012. Copenhague a également acté un objectif de financement de 100 milliards de dollars par an d'ici à 2020 et un agenda de travail rapide sur les financements innovants. Avec 80 militants d'Oxfam France à bord du Climat Express, un train européen spécialement affrété pour aller à Copenhague, nous avons manifesté aux côtés de 100 000 citoyens venus du monde entier pour faire pression aux portes du sommet, un moment intense et riche en émotions!

EXPOSER DANS LES MÉDIAS LES CONSÉQUENCES DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SUR LES POPULATIONS DU SUD

De juin à décembre, les médias ont souvent relayé nos demandes concernant les financements pour l'adaptation et les besoins des pays les plus vulnérables. Ce travail s'appuyait notamment sur le rapport d'Oxfam *Le coût humain du changement climatique*, qui met en évidence les répercussions de la crise climatique sur l'ensemble des problématiques sur lesquelles nous travaillons. Nous avons également effectué en France

LES MOMENTS FORTS DE 2009



⇒ MAI

Conférence de presse pour le lancement de la coalition Ultimatum Climatique.

⇒ JUILLET

Publication et médiatisation du rapport Le coût humain du changement climatique.

⇒ SEPTEMBRE

Lancement de la campagne « Ça chauffe pour les pays du Sud ». Réunion des ONG françaises avec le Président de la République avant le G20 : nous demandons pour le climat des financements additionnels à l'aide publique au développement.

1 der « flash mob » à Paris pour réveiller Nicolas Sarkozy avant son départ pour l'Assemblée générale des Nations unies.

⇒ OCTOBRE

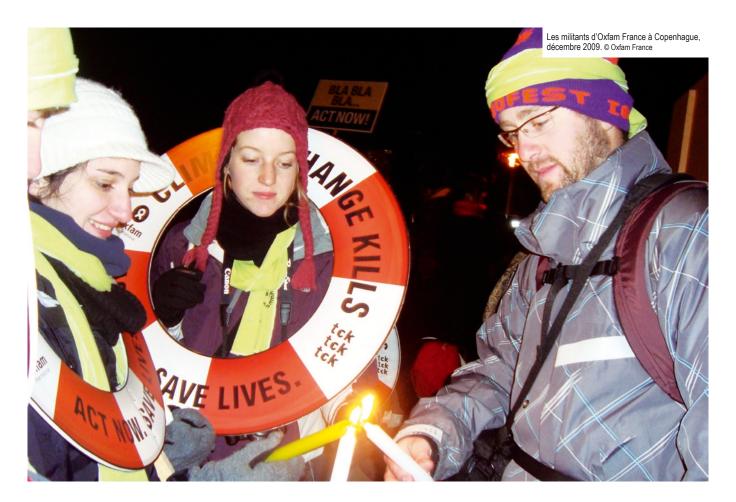
Visite en France d'un partenaire malien, Soloba Keita, venu témoigner des conséquences du changement climatique sur l'agriculture. Participation à des conférences publiques sur le climat. 2º « flash mob » à Paris dans le cadre d'une journée internationale d'action.

○ NOVEMBRE/DÉCEMBRE

Participation au concert de la coalition Ultimatum Climatique au Zénith, Paris. Conférence de presse à la veille du sommet de Copenhague. Remise de la pétition de 550 000 signatures de l'Ultimatum Climatique à N. Sarkozy. Annonce d'un engagement de la France pour des financements climat additionnels à l'APD. Participation aux manifestations à Copenhague.



80 militants d'Oxfam France embarque à bord du train *Climat Express* pour Copenhague.



un travail de recherche pour décrypter les positions officielles de notre pays sur ce sujet et dénoncer le manque de financements. Notre leitmotiv : faire en sorte que les décideurs se positionnent clairement sur la question de l'« additionnalité ». Ce point est pour nous essentiel : exiger des financements pour l'adaptation aux changements climatiques, c'est non seulement se battre pour corriger une injustice, mais aussi veiller à ce que ces financements soient additionnels aux engagements déjà pris en matière d'aide publique au développement afin de ne pas amputer les budgets d'aide à la santé, à l'éducation ou encore au secteur agricole. Les différents temps forts de notre mobilisation avec les partenaires de l'Ultimatum Climatique ont également été couverts par les médias (radio, presse et télévision) et ont permis une plus grande sensibilisation de l'opinion publique aux enjeux relatifs au climat.



EXPERTISE

- Le coût humain du changement climatique, rapport Oxfam, juillet 2009.
- Changement climatique : ça chauffe pour les pays du Sud !, dossier Oxfam France, septembre 2009.
- Au-delà de l'aide : faire en sorte que l'adaptation aux changements climatiques profite aux plus pauvres, rapport Oxfam. septembre 2009.
- Climat de honte : reprenez les négociations, rapport Oxfam, décembre 2009.

Liste complète des rapports disponible sur notre site : **WWW.OXFAMFRANCE.ORG**



En 2009, nous avons porté au plus haut niveau et dans les médias les enjeux du climat pour les populations les plus

vulnérables. Malgré l'échec de Copenhague, grâce à notre travail et à celui de nos partenaires, 30 milliards de dollars de financements publics pour les pays du Sud ont été débloqués pour 2010-2012. En 2010, il ne faut rien lâcher! Nous continuerons à suivre les négociations avec nos collègues d'Oxfam et nos partenaires en France, et plaiderons avec force en faveur d'un renforcement des financements additionnels pour l'adaptation, notamment pour le secteur agricole au Sud durement touché par les dérèglements climatiques. »



PARTENARIATS EN FRANCE

En 2009, nous avons renforcé notre travail de partenariat en France, notamment sur les questions climatiques en devenant officiellement membre du Réseau Action Climat et en étant particulièrement actif au sein de la coalition Ultimatum Climatique.

PROTECTION DES POPULATIONS

EN ZONE DE CONFLIT



EXIGER L'APPLICATION DU DROIT INTERNATIONAL POUR PROTÉGER LES CIVILS

De Gaza à la République démocratique du Congo (RDC), de l'Afghanistan au Traité sur le commerce des armes, nous avons continué en 2009 à défendre les principes les plus élémentaires du droit international humanitaire et l'absolue nécessité de prendre en compte la protection des civils. Une responsabilité

qui incombe à l'ensemble des pays, pour réduire enfin le nombre des victimes innocentes, ces hommes, femmes et enfants pris au piège des conflits dans le monde.

COMMERCE DES ARMES : LES ÉTATS-UNIS S'ENGAGENT. VICTOIRE!

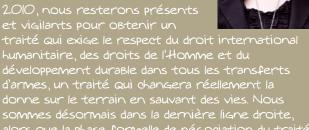
Le processus de négociation du Traité sur le commerce des armes (TCA) s'est poursuivi sous notre vigilance. Principale avancée enregistrée l'an dernier (et non des moindres!): le soutien des États-Unis – jusque-là très réfractaires – au TCA, une demande que nous avions diffusée en France en juin/juillet avec nos partenaires internationaux de la plate-forme Contrôlez les armes. Présents dans les couloirs de l'ONU lors de cette nouvelle phase de négociations, nous avons également contribué à ouvrir le dialogue avec les représentants des dix pays arabes qui ne soutiennent pas encore le traité et qu'il faut donc convaincre. Prochaines étapes : les comités préparatoires pour la rédaction du traité en 2010 et 2011!

CONTRÔLE PARLEMENTAIRE DES EXPORTATIONS D'ARMES ET OPÉRATIONS EXTÉRIEURES DE LA FRANCE : NOS REPRÉSENTANTS NE FONT PAS LEUR TRAVAIL !

En 2009, près de 40 000 soldats français (au total) ont été déployés au Tchad, en République centrafricaine, en Afghanistan, en Côte d'Ivoire, au Liban et au Kosovo. La France figure au quatrième rang mondial pour les exportations d'armes et affiche des objectifs ambitieux de développement de ses exportations. Des questions débattues au Parlement par nos représentants ? Pas du tout ! En dépit de pouvoirs renforcés (à la suite de la révision



En 2009, les États-Unis soutiennent le Traité sur le commerce des armes! En 2010, nous resterons présents et vigilants pour obtenir un



va s'ouvrir au mois de juillet pour aboutir en 2012.

constitutionnelle du 23 juillet 2008), les parlementaires ne font pas valoir leur droit de regard, alors que ces questions sont au cœur de l'action internationale de la France. Pour dénoncer ces manquements, Oxfam France a rédigé un rapport accompagné d'une série de recommandations pour demander à nos parlementaires – de la majorité et de l'opposition – d'user enfin de leur pouvoir et d'exiger la tenue d'un débat annuel formel sur ces questions. Ce rapport a suscité plusieurs questions parlementaires et moins de deux mois après sa publication un nouveau débat sur l'Afghanistan a eu lieu à l'Assemblée nationale.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : DÉNONCER L'IMPACT HUMANITAIRE DES OPÉRATIONS DE DÉSARMEMENT FORCÉ

Les opérations de désarmement forcé des troupes rebelles des FDLR – menées conjointement par le Rwanda et le gouvernement congolais, avec l'appui des forces onusiennes de maintien de la paix (la Monuc) – ont eu, en 2009, des conséquences dramatiques pour les populations. Mal préparées et planifiées, ces opérations ont conduit à des actions de représailles, provoquant la mort de plus d'un millier de civils, tandis que près d'un million de personnes

LES MOMENTS FORTS DE 2009

JANVIER

Opération meurtrière « Plomb durci » d'Israël dans la bande de Gaza – pétition Internet avec nos collègues d'Oxfam.

⇒ AVRIL

Publication par Oxfam France du premier Baromètre de la protection des civils, un rapport inédit encore en France, qui analyse les principaux conflits de la planète en fonction de leur impact sur les

populations civiles, des troupes internationales sur le terrain, de l'aide accordée et de la diplomatie développée par la communauté internationale, ainsi que de la couverture médiatique.

⇒ JUIN/ JUILLET

Deux ans de blocus à Gaza – publication de rapports et de témoignages dans la presse.



⇒ JUILLET

Diffusion d'une pétition de la plate-forme internationale Contrôlez les armes pour que le président Obama s'engage dans le processus relatif au Traité sur le commerce des armes (TCA).

⇒ AOÛT

60° anniversaire des conventions de Genève, pierre angulaire du droit international humanitaire: Oxfam France sort un rapport qui dénonce les violations incessantes de ces principes de droit et réaffirme la pertinence de ces conventions.

OCTOBRE

Suivi à New York du processus de négociation du TCA: les États-Unis s'engagent enfin! Publication d'un rapport sur le contrôle parlementaire des opérations extérieures et des exportations d'armes de la France.

NOVEMBRE

Afghanistan: publication d'une enquête de terrain réalisée avec des associations afghanes, révélant à quel point la pauvreté, la corruption et le chômage alimentent la querre.





ont été déplacées au cours de l'année. Au sein du réseau Oxfam, nous avons activement dénoncé ces opérations avec, pour résultat majeur, la réaffirmation de la protection des civils comme priorité absolue du mandat de la Monuc, et la subordination du soutien de l'ONU aux forces congolaises gouvernementales au respect par celles-ci du droit international humanitaire.

ISRAËL/TERRITOIRES PALESTINIENS OCCUPÉS : METTRE FIN AU BLOCUS DE GAZA ET FAIRE APPLIQUER LE DROIT INTERNATIONAL

L'année 2009 a été marquée par la dramatique offensive israélienne « Plomb durci » à Gaza, qui a tué 1 393 Palestiniens, dont 347 enfants, et provoqué de nombreuses destructions. En dépit de quelques déclarations françaises condamnant le principe du blocus de Gaza (une « prison à ciel ouvert » selon Nicolas Sarkozy. ou une « peine collective » selon Bernard Kouchner, qui s'est vu refuser l'accès à Gaza par Israël), les autorités françaises sont bien réticentes à proposer des actions concrètes pour mettre un terme à ce blocus qui viole les conventions de Genève. Durant toute l'année, nous avons donc continué à tirer la sonnette d'alarme sur ce dossier (pétition Internet, travail auprès des médias à l'occasion des deux ans du blocus) pour montrer l'effet dévastateur de ce blocus sur la vie et les conditions de survie du million et demi de Gazaouis qui sont confinés chaque jour davantage dans la spirale de la pauvreté et de la dépendance à l'aide. Nous avons également mis en lumière l'impact de la construction du « Mur » sur la vie quotidienne des Palestiniens. Seule – maigre – avancée : la suspension des négociations entre Israël et l'Union européenne en vue d'un renforcement des relations économiques et commerciales, qui, selon nous, ne peut qu'aller de pair avec le respect et l'application des principes fondateurs de l'Union Européenne, à savoir le respect des droits humains et des libertés fondamentales.

TCHAD: L'IMPUNITÉ CONTINUE

Nous avons continué en 2009 à dénoncer l'insécurité qui prévaut dans l'est du pays et à demander que les forces onusiennes de maintien de la paix (Minurcat) et les forces de sécurité tchadiennes renforcent la sécurité des populations locales, des déplacés, des réfugiés du Darfour ou encore des travailleurs humanitaires.

AFGHANISTAN : HALTE À L'INSTRUMENTALISATION DE L'AIDE PAR LES MILITAIRES

L'enlisement du conflit et le nombre sans cesse grandissant de victimes civiles nous ont amenés à travailler progressivement sur ce pays, qui compte désormais les troupes françaises en opérations les plus importantes en nombre et où des équipes d'Oxfam sont présentes pour venir en aide aux populations. Nous avons en particulier dénoncé l'instrumentalisation militaire de l'aide et demandé à la France d'user de son influence pour que les civils soient mieux protégés. Nous demandons également que les bailleurs de fonds, tout comme le gouvernement afghan, s'engagent davantage en faveur de la lutte contre l'impunité et la corruption.

EXPERTISE

- Baromètre de la protection des civils, rapport Oxfam France, avril 2009.
- Le moment est-il venu de rentrer pour les déplacés à l'est du Tchad?, rapport Oxfam, avril 2009.
- Prisonniers de la guerre : les civils et la stratégie internationale de sécurité en Afghanistan, rapport Oxfam, avril 2009.
- Reconstruire Gaza: priorité aux civils plutôt qu'à la politique, rapport Oxfam, juin 2009.
- Réveiller le démon : impact du désarmement forcé

- sur les civils dans les Kivus, rapport Oxfam, juillet 2009.
- Cinq ans d'illégalité: l'heure est venue de démanteler le Mur et de respecter les droits des Palestiniens, rapport Oxfam, juillet 2009.
- 60° anniversaire des conventions de Genève : le temps de la retraite n'est pas encore venu, rapport Oxfam France, août 2009.
- Armes et guerres : des « choses » pas assez sérieuses pour les parlementaires ?, rapport Oxfam France, octobre 2009.
- L'inaction tue : l'urgence d'un traité efficace sur le commerce des armes, rapport Oxfam, octobre 2009
- Les coûts de la guerre : les expériences afghanes du conflit (1978-2009), rapport Oxfam, povembre 2009
- Abandon de Gaza: aucune reconstruction, aucune réparation, plus d'excuses, rapport conjoint d'ONG, décembre 2009.

Liste complète des rapports disponible sur notre site : **WWW.OXFAMFRANCE.ORG**



MOBILISATION CITOYENNE

LE DYNAMISME DES ACTEURS LOCAUX ET LE DÉVELOPPEMENT DE NOUVELLES FORMES DE MILITANTISME



Flavia **Faggiana** CHARGÉE DE MOBILISATION PUBLIQUE

Les acteurs locaux sont des relais essentiels de nos actions sur le terrain : grâce à eux, en 2009, des dizaines de candidats aux élections européennes ont signé notre Déclaration d'engagement dans le cadre de la campagne « Hold-up international » et des milliers de



personnes ont signé la pétition de la campagne. A l'automne, nous avons également pu compter sur leur mobilisation pour alerter le public sur les conséquences du changement climatique au Sud et beaucoup d'entre eux nous ont suivis jusqu'à Copenhague!»



39 groupes et relais locaux en France

235 diffuseurs et lieux de diffusion qui distribuent nos campagnes partout en France

30 000 personnes qui participent régulièrement à nos campagnes

Une soixantaine d'actions ont été menées pour relayer la campagne « Hold-up international » sur le terrain : conférences-débats, stands et animations de rue, activités de plaidoyer local. Des rencontres avec les candidats ont été organisées à Toulouse, Nantes, Cholet, Chartres, Nantes, Strasbourg... avec à la clé l'obtention de signatures de notre « Déclaration d'engagement ».

De septembre à décembre, nos groupes et relais ont également redoublé d'imagination pour relayer la campagne « Changement climatique : ça chauffe pour les pays du Sud », interpeller les décideurs et sensibiliser le public, notamment lors de la Semaine de la solidarité internationale, au cours de laquelle plus d'une trentaine d'événements ont été organisés, au sein de collectifs locaux, au nom d'Oxfam ou en partenariat avec d'autres associations... Le point culminant de la mobilisation : le week-end des 12 et 13 décembre quand 80 militants ont embarqué avec nous à bord du train *Climat Express* pour participer à la grande manifestation citoyenne qui a réuni plus de 100 000 personnes à Copenhague pour porter haut et fort le message : la justice climatique maintenant ! En dépit de l'échec politique de décembre, pas question de lâcher prise et nous continuerons à porter ce message en 2010 à travers nos prochaines campagnes.

INTERVIEW

Patricia Brulefert, Coordinatrice du Groupe local de Toulouse



la campagne qui a particulièrement Bien marché en 2009 ?

La campagne « Hold-up international » a particulièrement bien marché en Midi-Pvrénées. Nous avons organisé deux actions qui ont brassé un public assez large et diversifié : public de jeunes étudiants et public plus âgé des réseaux avec qui nous travaillons. Lors de la première conférence, nous avons projeté le film documentaire Paradis fiscaux : la grande évasion et avons fait intervenir un doctorant en économie du CNRS. Nous avons par la suite organisé une deuxième réunion publique en présence notamment de candidats aux élections européennes. Trois d'entre eux se sont engagés à porter au niveau européen les revendications de la campagne! Nous avons été également interviewés à cette occasion sur une radio locale. Ensuite, la campagne sur le changement climatique a mobilisé également de nombreux bénévoles lors de nos réunions du groupe local et des actions réalisées.

Comment l'action d'Oxfam France et de ton groupe local est-elle perçue dans ta région?

Oxfam France - Agir ici n'est pas très connue sur la région. Dans les milieux militants, le volet Agir ici est bien repéré et apprécié. Oxfam est surtout connue par ailleurs par de nombreux jeunes ayant vécu à l'étranger (Royaume-Uni, Irlande, Belgique, Espagne). La pertinence, le sérieux des campagnes d'Oxfam France, sont particulièrement reconnus par celles et ceux qui ont croisé notre route et qui ont manifesté leur soutien. Nous participons à des collectifs locaux qui sont investis dans des actions locales (Festival International du film des droits de l'homme, Éthique sur l'étiquette, Groupe Urgence climatique justice sociale...). »

CARTES POSTALES D'INTERPELLATION, ACTIONS DE RUE, PÉTITION SUR INTERNET, MOBILISATION SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX, DES MODES D'ACTION COMPLÉMENTAIRES!

Les cartes postales d'interpellation sont le **mode historique d'action** de notre association depuis sa création il y a plus de vingt ans. Ce mode d'action reste toujours aussi efficace, car il vous permet de **faire directement pression sur un décideur** qui, bien souvent, répond par un courrier (merci de continuer à nous transmettre les réponses, elles sont précieuses pour notre travail de plaidoyer!). Quand un décideur reçoit des milliers de cartes postales, il entend plus facilement nos demandes! **Plus nous sommes nombreux à l'interpeller, plus il est contraint de répondre à nos propositions** ou tout au moins de les examiner!

Nous avons également développé ces dernières années de nouveaux modes de mobilisation pour diversifier nos modes d'action :

■ les pétitions sur Internet permettent toujours un relais facile et rapide des campagnes, notamment quand elles sont urgentes. En quelques semaines, nous pouvons récolter des milliers de signatures qui soutiennent nos revendications auprès des politiques. C'est aussi un moyen pratique pour sensibiliser son entourage à nos campagnes : un clic suffit!

■ les actions de rue sont particulièrement efficaces pour alerter le public et attirer l'attention des médias. En 2009, des photos des actions médiatiques lors du G20 d'avril ou avant le sommet de Copenhague (les « flash mobs » organisées avec la coalition Ultimatum Climatique) ont été reprises dans de nombreux journaux ou sur Internet.

nous avons également élargi notre présence sur les réseaux sociaux pour toucher un public plus large : notre page Facebook a dépassé cette année les 2 000 fans et permet un relais quotidien de nos activités ou des informations sur le réseau Oxfam. Petit dernier sur la liste : le compte Twitter d'Oxfam France, ouvert en 2009 un outil qui diffuse des messages courts. Il connaît un gros succès puisqu'en quelques mois nous avons recruté plus de 1 000 abonnés qui suivent quotidiennement les informations relayées sur ce compte en renvoyant vers notre site ou les sites de nos partenaires.

VOUS SOUHAITEZ EN SAVOIR PLUS SUR NOS MODES D'ENGAGEMENT...

- Consultez notre site web rubrique « À vous d'agir » : www.oxfamfrance.org ;
- Contactez le groupe ou relais local le plus proche de chez vous (voir liste sur notre site Internet ou contacter Nathalie Blin, chargée de la mobilisation locale : nblin@oxfamfrance.org ou au 01 56 98 24 40);
- Rejoignez nos causes sur les réseaux sociaux comme Facebook, Twitter et diffusez nos vidéos de mobilisation sur Youtube:
- Sans oublier de nous apporter vos livres, CD, DVD en bon état pour soutenir les bouquineries;
- Ou encore de venir nous donner un coup de main sur des événements ou sous forme de bénévolat de compétence! Votre participation est précieuse, rejoignez-nous!

LA BOUQUINERIE OXFAM

UN SUCCÈS À LILLE ET BIENTÔT AILLEURS



de Lille permet à la fois de financer les activités d'Oxfam France, de mieux faire connaître

mais aussi d'ouvrir un véritable espace de rencontre, d'échange et d'information pour les bénévoles et le public sur des sujets relatifs à la solidarité internationale. En 2010, nous ouvrirons une nouvelle bouquinerie à Paris, qui sera suivie au cours des prochaines années par d'autres ouvertures, notamment dans les villes où nos groupes locaux sont déjà bien implantés. "

En 2009, la Bouquinerie Oxfam de Lille a confirmé son ancrage dans la vie lilloise. Avec une progression de collecte de livres, CD et DVD auprès des particuliers et une hausse des ventes, la Bouquinerie attire un public toujours plus nom-



breux et est maintenant bien connue des Lillois. Les bénévoles sont également plus nombreux à donner un coup de main chaque semaine (vente, tenue de la caisse, conseils, classement et rangement en rayon, réception des dons, etc.). Les médias locaux et nationaux ont particulièrement bien relayé les événements organisés par l'équipe des bénévoles de la Bouquinerie et du groupe local de Lille : anniversaire des deux ans en avril, participation à la grande braderie en septembre, organisation de temps de formation autour des campagnes d'Oxfam France... Une année pleinement satisfaisante qui ouvre la voie à la création de nouvelles bouquineries dans d'autres villes en France!

NOS FINANCES

CONJUGUER DÉVELOPPEMENT ET MAÎTRISE DES DÉPENSES

EMPLOIS

MISSIONS SOCIALES

Les programmes constituent notre cœur de métier et notre premier poste de dépenses. Ils comprennent le plaidoyer (recherche, rédaction de rapports, rencontres avec les décideurs, organisation de colloques et de séminaires, participation à des sommets internationaux), la mobilisation (conception, réalisation et diffusion de nos campagnes, actions de sensibilisation menées auprès du grand public, soutien et formation des groupes et relais locaux), les relations avec les médias (travail de diffusion de nos messages) et le partenariat avec des organisations du Nord et du Sud.

Le poste « Communication et partenariats » comprend les charges liées à notre contribution au développement d'Oxfam International et à d'autres plates-formes françaises de solidarité internationale, ainsi que la production de nos supports de communication et la maintenance de notre site web, qui visent à accroître notre visibilité et à élargir notre base militante.

FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS

■ Nous devons impérativement continuer à sensibiliser de nouveaux donateurs et donatrices à notre cause pour préserver notre indépendance, élargir notre assise citoyenne et renforcer ainsi notre légitimité auprès des décideurs. Les campagnes de collecte de fonds dans la rue sont d'excellents moyens d'expliquer de vive voix au public en quoi notre travail auprès des décideurs, des médias et des citoyen-ne-s est utile pour combattre les injustices dans le monde. Outre les nouveaux donateurs et donatrices, la collecte de rue nous permet de sensibiliser de nombreuses personnes à notre action et d'élargir le cercle des signataires de nos campagnes.

■ Le poste « Frais de recherche des autres fonds privés » correspond au temps de travail des salarié-e-s investi-e-s dans l'étude de nouveaux modes de financement, comme le développement de futures bouquineries ou encore le gros travail de préparation du 1^{er} Trailwalker en France, un événement sportif de collecte de fonds et de mobilisation dont la première édition en juin 2010 a réuni près de 1 000 participants (marcheurs, bénévoles, supporters) dans le Parc naturel régional du Morvan.

FONCTIONNEMENT

Grâce à une maîtrise de nos dépenses générales, la part des charges de fonctionnement dans le budget total est plus faible que l'an dernier, dans la mesure où nous avons accru le nombre de salarié-e-s et le volume d'activité sans pour autant augmenter les fonctions support.

EMPLOIS

(Répartition des ressources collectées auprès du public)





Stéfanie **Dufour** DIRECTRICE GÉNÉRALE ADJOINTE FINANCES ET DÉVELOPPEMENT

L'année 2009 a été, une nouvelle fois, pour nous riche en actions et en mobilisations débouchant sur des avancées concrètes. Toutes ces initiatives, nous avons pu les mener à bien grâce à Oxfam International, qui appuie notre développement depuis 2006, mais surtout

grâce à la forte mobilisation en France de l'ensemble de nos donateurs et donatrices. Toute l'équipe se joint à moi pour vous en remercier chaleureusement

ur la période, et malgré la crise, nous avons enregistré une hausse des dons et une forte augmentation du nombre de donateurs réguliers, une évolution particulièrement importante, car elle confirme notre enracinement citoyen et assure la pérennité de notre activité. Pour garantir notre liberté de parole et d'action, la générosité des particuliers est en effet cruciale.

EMPLOIS

	2009-2010 (15 mois)				2008	
	Compte de résultat		Affectation des ressources collectées auprès du public		Compte de résultat	
1. MISSIONS SOCIALES (RÉALISÉES EN FRANCE EN DIRECT)	1 512 290	62 %	735 548	65 %	919 149	63 %
Programme Justice économique (commerce, agriculture, climat)	491 752	20 %	237 090	21 %	272 861	19 %
Programme Accès aux services essentiels	433 948	18 %	157 439	14 %	222 754	15 %
Programme Conflits et crises humanitaires	296 870	12 %	160 687	14 %	268 954	19 %
Communication et partenariats	289 720	12 %	180 333	16 %	154 581	11 %
2. FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	768 761	31 %	306 613	27 %	397 530	28 %
Frais d'appel à la générosité du public	686 542	28 %	300 274	27 %	348 104	24 %
Frais de recherche des autres fonds privés	72 186	3 %	6 339	1%	29 370	2 %
Produits à la vente	10 033	0 %			20 056	1%
3. FRAIS DE FONCTIONNEMENT	172 197	7 %	85 188	8 %	136 105	9 %
TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE	2 453 248				1 452 785	
DOTATION AUX PROVISIONS	29 210				15 349	
EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	20 768					
TOTAL GÉNÉRAL	2 503 224		1 127 347		1 468 134	

NB : quelques légères erreurs de chiffres se sont glissées dans le rapport d'activité 2008 - elles ont été corrigées dans les chiffres 2008 présentés ci-dessus, ci-contre et ci-après (tableau comptes Bouquinerie) - veuillez nous en excuser.

Autre évolution à noter : à partir de l'année 2010, nos exercices budgétaires commenceront au 1^{er} avril et se termineront au 31 mars de l'année suivante. Cette décision nous permet d'adopter la même année budgétaire que la majorité des affiliés du réseau Oxfam, ce qui facilitera la vision de l'ensemble du travail de notre confédération. L'année 2009 est par conséquent une année de transition sur le plan comptable, puisque le bilan financier est exceptionnellement fait sur un exercice de quinze mois, soit du 1^{er} janvier 2009 au 31 mars 2010.

Le léger excédent dégagé en 2009-2010 (20 768 euros) nous permet de réapprovisionner nos réserves, qui avaient diminué au cours de ces dernières années, alors que nous avons pour principe de les maintenir à un montant équivalent à trois mois de fonctionnement pour faire face aux difficultés que nous pourrions rencontrer.

Conformément à la nouvelle norme officielle d'établissement du compte d'emploi des ressources pour les associations, entrée en vigueur en 2008, le tableau ci-dessous fait apparaître l'affectation des fonds collectés auprès du public.

Nos ressources sont, à 71 %, constituées de financements non affectés, ce qui nous permet d'allouer les fonds de manière plus réactive en fonction de nos priorités d'action et de l'actualité.

Deux tiers des dons collectés servent à financer nos programmes de mobilisation et de plaidoyer. Le tiers restant couvre nos frais de fonctionnement, qui sont en diminution, car nous maîtrisons ce poste malgré l'augmentation de nos activités, et les frais de recherche de fonds nécessaires à la poursuite du développement de l'association, de plus en plus présente sur un nombre croissant de sujets.

RESSOURCES

	2009-2010 (15 mois)			2008		
	Compt de résul		Ressou collect auprès du	ées	Comp de résu	
1. DONS COLLECTÉS AUPRÈS DU PUBLIC	1 127 347	45 %	1 127 347	45 %	676 536	49 %
Dons par prélèvement automatique	585 208	24 %	585 208	24 %	318 347	23 %
Autres dons	530 654	21 %	530 654	21 %	358 189	26 %
Adhésions	11 485	0 %	11 485	0 %		
2. AUTRES FONDS PRIVÉS	1 200 993	48 %			588 297	43 %
Fondations ou autres organisations	199 269	8 %			6 444	0 %
Oxfam International	765 000	31 %			581 853	43 %
Oxfam Grande-Bretagne et Novib	184 091	7 %				
Autres Oxfam	52 633	2 %				
3. SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	64 726	3 %			20 778	2 %
4. AUTRES	87 657	4 %			83 220	6 %
Bénéfices des ventes (documents de campagne, brochures, abonnements)	62 977	3 %			58 404	4 %
Produits d'épargne	24 680	1%			20 278	1%
Produits exceptionnels	0	0 %			4 538	0 %
TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE	2 480 724				1 368 831	
REPRISE DES PROVISIONS	22 500				23 517	
INSUFFISANCE DES RESSOURCES DE L'EXERCICE	0				75 786	
TOTAL GÉNÉRAL	2 503 224		1 127 347		1 468 134	

RESSOURCES

DONS

- Les dons ont fortement augmenté. La fidélité de nos donateurs se confirme, notamment avec le passage croissant au prélèvement automatique. Par ailleurs, un nombre important de nouveaux donateurs réguliers nous ont rejoints grâce à la collecte de fonds dans la rue. Le don régulier par prélèvement automatique est primordial pour garantir la pérennité de nos actions.
- Grâce à l'adoption des nouveaux statuts de l'association en décembre 2009 et à la campagne d'adhésion lancée en février 2010, nous avons enregistré près de 700 adhésions en quelques semaines. Cette forme nouvelle d'engagement des membres du réseau pour les valeurs que nous défendons renforce notre gouvernance associative.

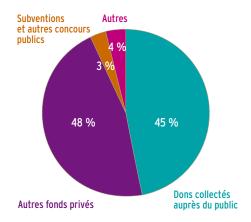
AUTRES FONDS PRIVÉS

- Nous bénéficions d'un soutien financier d'Oxfam International, reconnaissance de la qualité de notre travail en France et de notre contribution au travail conjoint mené au niveau international. La subvention de 500 000 euros qui nous a été allouée par Oxfam pour l'année 2009-2010 est destinée à soutenir notre activité de façon transversale à un moment clé de notre développement. Ce soutien a vocation à disparaître progressivement et à être remplacé par des dons et d'autres financements privés. C'est pourquoi nous investissons particulièrement dans la recherche de ressources propres, un effort soutenu également par la confédération Oxfam, qui nous a accordé cette année des subventions exceptionnelles pour un montant total de 265 000 euros pour développer nos actions de collecte.
- Nous avons également obtenu des soutiens d'Oxfam Grande-Bretagne et d'Oxfam Novib (Pays-Bas) pour renforcer des programmes ou des campagnes spécifiques (notamment dans le cadre de la campagne « Santé et éducation pour tous »), un financement de la GCCA (Campagne mondiale d'action pour le climat, un réseau international réunissant des centaines d'organisations mobilisées autour de la lutte contre le changement climatique) pour soutenir notre travail de plaidoyer sur l'impact du changement climatique et une subvention de la Fondation Gates pour consolider nos actions dans le domaine de l'accès à la santé et de l'efficacité de l'aide publique au développement.

SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS

Le montant renseigné ici correspond à une subvention de l'État (« emploi aidé ») finançant un poste d'assistante de plaidoyer pour le programme « Conflits » et le financement triennal d'une partie de notre travail sur le changement climatique par l'Union européenne en collaboration avec Oxfam Allemagne et un réseau d'associations environnementales polonaises.

RESSOURCES



TRANSPARENCE

Les comptes 2009-2010 de l'association et de la Bouquinerie ont été certifiés sans réserve par le commissaire aux comptes, le cabinet Orcom.
Ce rapport annuel est envoyé à l'ensemble de nos donateurs et donatrices. Il est téléchargeable sur notre site Internet.
Si vous souhaitez recevoir les comptes détaillés, merci de vous adresser à Oxfam France, Service finances, 104 rue Oberkampf, 75011 Paris.



Depuis le 4 mai 2010, l'association Oxfam France.

après s'être soumise à un contrôle rigoureux, est membre du Comité de la Charte. Le Comité de la Charte est un organisme d'agrément et de contrôle des associations et fondations faisant appel à la générosité du public. Sa vocation est de promouvoir la transparence et la rigueur de la gestion pour permettre le « don en confiance ». Le Comité a élaboré une Charte de déontologie et donne son agrément aux organisations qui s'engagent à la respecter et à se soumettre à ses contrôles.

RÉSULTAT DE LA BOUQUINERIE DE LILLE

La Bouquinerie de Lille rencontre un succès grandissant. Avec une croissance du chiffre d'affaires de 21 % par rapport à 2008, elle est en train de devenir une source de financement pérenne et indépendante pour notre association. Nous continuons à mener des actions pour la faire connaître et accroître le nombre de bénévoles (aujourd'hui une équipe dynamique d'une trentaine de personnes de tous âges et horizons), de donateurs (collectes de livres, CD et DVD organisées sur des marchés lillois notamment) et de clients (communication et présence sur des salons et foires). Lieu de diffusion de nos campagnes, elle est aussi un espace de réunion et de formation pour le groupe local, très actif, ainsi qu'un lieu d'exposition en lien avec la solidarité internationale et un espace de mobilisation pour l'association.

Au regard de ces résultats, nous avons mené en 2009-2010 des études pour implanter de nouvelles Bouquineries à Paris et dans d'autres grandes villes en France dans les années à venir.

BILAN

ACTIF

		2009-2010		2008
	Brut	Amortissements et provisions	Net	Net
IMMOBILISATIONS	359 693	289 994	69 699	41 097
Immobilisations incorporelles	87 490	69 106	18 384	15 243
Immobilisations corporelles	257 818	218 949	38 869	11 652
Immobilisations financières	14 385	1 939	12 446	14 202
ACTIFS CIRCULANTS	1 2 40 007	¢ 520	1 222 477	(10.460
ACTII 3 CIRCULARI 3	1 340 007	6 529	1 333 477	619 460
Stocks	8 619	6 529	2 090	2 061
Stocks	8 619		2 090	2 061
Stocks Créances et comptes rattachés	8 619 5 425		2 090 5 425	2 061 21 316
Stocks Créances et comptes rattachés Autres créances	8 619 5 425 298 752		2 090 5 425 298 752	2 061 21 316 472 073

PASSIF

	2009-2010	2008
		Avant affectation
CAPITAUX PROPRES	216 097	181 553
Report à nouveau	172 419	248 206
Résultat	20 768	- 75 786
Provisions diverses	22 910	9 134
DETTES	857 178	351 167
Dettes fiscales et sociales	114 884	108 917
Fournisseurs et comptes rattachés	139 509	90 417
Autres dettes	30 650	4 682
Dettes autres Oxfam	572 114	138 500
Emprunts et dettes auprès établ. de crédit	21	8 651
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	348 452	134 725
TOTAL	1 421 728	667 446

FINANCES BOUQUINERIE				
	2009	2008		
PRODUITS	96 185	79 680	Ventes de livres, CD et DVD d'occasion	
CHARGES	69 372	63 729		
Achat de marchandises	4 296	4 026	Produits du commerce équitable, revues, publications Oxfam	
Autres charges externes	26 274	25 499	Loyer, électricité, télécommunications, frais bancaires, etc.	
Salaires et charges sociales	38 802	34 204	Salaire de la responsable et indemnités des stagiaires	
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	26 813	15 951		

DONNER

POUR AGIR EN FAVEUR D'UN MONDE PLUS JUSTE

Donner à Oxfam France, c'est se donner les moyens d'agir, de se mobiliser et de faire entendre sa voix au plus haut niveau!

OUI, JE SOUTIENS LES ACTIONS D'OXFAM FRANCE!	votre cotisation sont déduc- tibles de vos impôts dans la limite de 20 % de votre revenu imposable.
JE CHOISIS LE DON DURABLE parce que c'est plus efficace, je donne chaque mois :	Exemple : un don mensuel de 15 € vous revient réellement à 5,10 € après déduction de votre avantage fiscal.
□ 7 € □ 15 € □ 30 € □ €Je remplis mes coordonnées et l'autorisation de prélèvement au dos.	Par souci d'économie, nous n'envoyons les reçus fiscaux qu'une fois par an. Si vo. préférez le recevoir dès maintenant, coche cette case.
JE PRÉFÈRE FAIRE UN DON PONCTUEL (par chèque à l'ordre d'Oxfam France) de : □ 15 € □ 30 € □ 50 € □ €	AGRÉÉE PAR COMITÉ DE LA CHARTE don en confiance
Coordonnées à compléter :	
Nom	

LE DON DURABLE

LE MOYEN LE PLUS EFFICACE POUR SOUTENIR NOS ACTIONS

POUR NOUS:

- Vous nous donnez les moyens de planifier nos actions sur le long terme ;
- Nous faisons des économies : le Don Durable simplifie la gestion des dons et réduit les frais de collecte ;
- Vous garantissez notre indépendance financière.

POUR VOUS:

- Votre action est permanente et votre don est réparti sur l'année ;
- Vous êtes au cœur de l'action et recevez nos informations ainsi que nos appels à se mobiliser quand c'est nécessaire;
- Vous bénéficiez d'une déduction d'impôts équivalente à 66 % de votre don dans la limite de 20 % de votre revenu imposable.

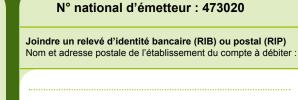
AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE À COMPLÉTER

J'autorise l'établissement teneur de mon compte à prélever sur ce dernier, si la situation le permet, les prélèvements ordonnés par le créancier ci-dessous.

> Association bénéficiaire : Oxfam France - 104 rue Oberkampf 75011 Paris

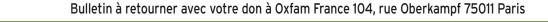
Date:

Signature :



Banque Guichet N° de compte clé

Le 1er prélèvement commencera le 10 du mois suivant la réception de ce coupon





66 % de votre don et/ou de

DEVENIR ADHÉRENT-E

POUR PARTICIPER À LA VIE DE L'ASSOCIATION

Je remplis les trois conditions suivantes :		
J'Al PARTICIPÉ au cours des douze derniers mois à	une action pour Oxfam France :	
J'ai signé au moins une de ces campagnes :		
☐ Santé maternelle : ☐ Changement climatique : ☐ Autre :		
et/ou:		
	eur ou de la ville) :	
et/ou : ☐ J'ai fait un don ou je suis donateur réqulier		
JE SIGNE la Charte de l'adhérent-e d'Oxfam France	(ci-dessous):	
JE RÈGLE ma cotisation annuelle (par chèque à l'ordi		
☐ 15 € adhésion normale ☐ 10 € adhésion chômeurs ou étud		
Merci de compléter vos coordonnées page 16		
LA CHARTE DE L'ADHÉRENT-E		
D'OXFAM FRANCE		
Au Nord comme au Sud, des centaines de mouvements, d'associations, ont placé le développement des peuples au cœur de leurs priorités. Ici et là-bas, une prise de conscience s'est affirmée pour construire un avenir plus solidaire. [] Pour combattre le sous-développement, il faut plus que de l'argent et de la générosité. Il faut des changements là-bas, il faut aussi agir ici.	Agir ici our un monde plus juste	
Extrait de l'Appel d'Agir ici pour un monde solidaire - 1988		
En choisissant ainsi la voie de l'engagement actif en France de citoyens mobilisés au sein de ce mouvement mondial, Oxfam France, fondée en 1988 sous le nom d'« Agir ici pour un monde solidaire », entend mettre en lumière les causes structurelles des injustices et de la pauvreté, mais aussi proposer des solutions pour les combattre et les éradiquer à long terme.	Parce que les États aux marges de manœuvre réduites ne peuvent lutte contre la pauvreté, il faut partout veiller à ce qu'ils disposent des ressource nécessaires pour le faire. Il faut partout défendre des régulations nationale solides et une gouvernance mondiale juste et efficace.	
Au sein de la confédération internationale Oxfam depuis 2006, et en lien avec des centaines d'organisations au Nord comme au Sud, nous invitons les citoyens à se mobiliser avec nous pour ce monde de solidarité et de justice.	Notre conviction est que, aujourd'hui et demain, ici et là-bas, avec mobilisation de citoyens actifs partout dans le monde, la lutte contre le inégalités et la pauvreté peut être gagnée.	
Parce que dans ce monde qui conforte les inégalités au lieu de les réduire, il faut agir. • Il faut agir, ici et là-bas, pour un développement basé sur le respect des droits humains.	Notre conviction est que, aujourd'hui et demain, ici et là-bas, la volont publique et les actions de chacune et chacun peuvent conduire à ce mond plus juste.	
• Il faut agir, ici et là-bas, au nom d'une vision d'un monde où les femmes	Je soussigné/e,	
et les hommes ont accès à l'éducation, jouissent d'une bonne santé, du respect de leurs droits, de leur dignité et sont capables de prendre leur	domicilié/e à	
 destin en main. Il faut agir, ici et là-bas, en portant la voix des mouvements de citoyennes et citoyens qui, par-delà les frontières, revendiquent ensemble ce droit pour tous de vivre dignement dans un monde respectueux de 	manifeste, en adhérant à Oxfam France, ma volonté d'agir ici pour u monde plus juste.	
l'environnement et, pour chacune et chacun, le droit à la parole.	En tant qu'adhérent-e de l'association Oxfam France, j'entends renforci l'impact des actions menées par l'association en faisant circuler l'information	
Parce qu'une opinion publique consciente peut permettre une meilleure prise en compte des aspirations des plus démunis à une vie digne, il faut informer sur les causes des injustices et donner à chacune et chacun les moyens d'agir à son niveau.	qu'elle diffuse et en participant activement à ses campagnes de mobilisation citoyenne.	
Parce que les besoins exprimés par les sociétés civiles au Sud supposent ici des changements de nos propres attitudes et des actions de nos propres gouvernements, il faut intervenir auprès de nos concitoyens, des décideurs,	Fait à, le	

politiques ou économiques, pour leur proposer des solutions concrètes.

GOUVERNANCE

ET ÉQUIPE

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Association loi 1901, Oxfam France est animée par un conseil d'administration (CA) d'une douzaine de personnes bénévoles. Le CA propose les orientations stratégiques, vérifie leur mise en œuvre et est garant de l'intégrité financière de la structure et de son indépendance.

Grâce à l'adoption des nouveaux statuts le 5 décembre 2009, bénévoles, signataires et donateurs ont la possibilité, s'ils le souhaitent, de devenir adhérent-e d'Oxfam France et d'être représenté-e aux assemblées générales annuelles de l'association (voir page 18).

Les membres du conseil d'administration (CA) partagent une même vision du projet d'Oxfam France. D'horizons divers, de tous âges, venant de toute la France et parfois même de plus loin, ils s'engagent bénévolement pour l'association. Ils se retrouvent quatre fois par an lors de réunions de visu ainsi qu'à l'occasion de réunions téléphoniques. Des référents suivent également les différents chantiers en cours.

Le bureau est composé de :

- Françoise Toutain, présidente. Éducatrice, membre du CA depuis 2005, dirige actuellement une équipe d'éducateurs de rue en banlieue parisienne.
- Christophe Hémery, trésorier. Consultant. Membre du CA depuis septembre 2008.
- Véronique Rioufol, vice-présidente. Chargée de mission en développement durable auprès d'une collectivité locale. Membre du CA depuis septembre 2007.
- Nathalie Héraud, secrétaire. Enseignante. Membre du CA depuis novembre 2007.
- David Sunderland, membre du CA depuis 2005.

Les autres membres du conseil d'administration sont :

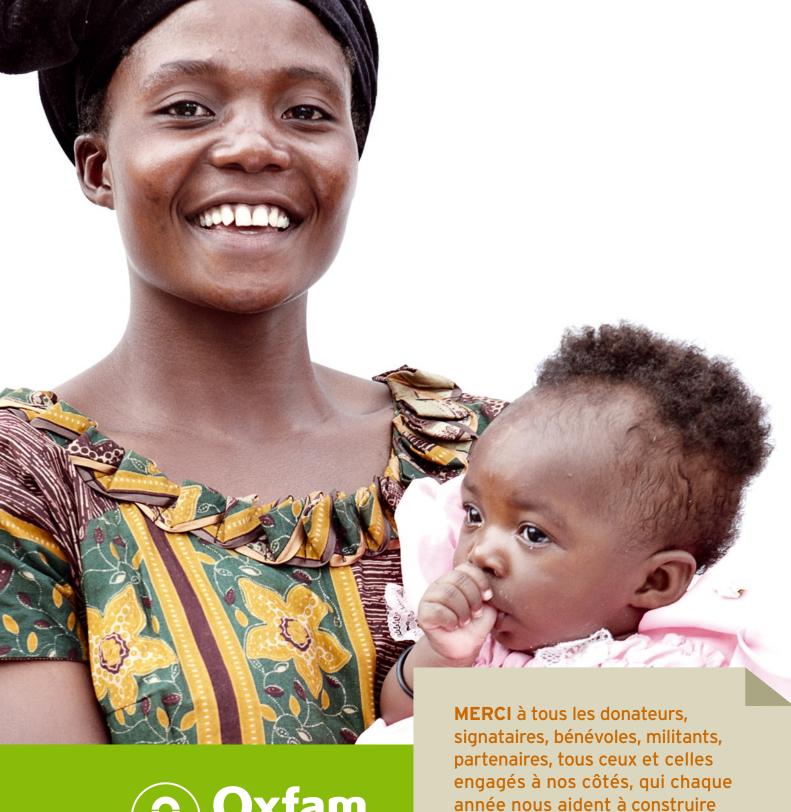
- Marie-Pierre Abry-Musa, membre du CA depuis 2005.
- Latifa Tayah, membre du CA depuis avril 2008.
- Bernard Faure, membre du CA depuis 2009.
- Johanne Ruyssen, membre du CA depuis 2009.
- Lisa Dacosta, membre du CA depuis 2009.
- Agnès Baily, membre du CA depuis 2009.

L'ÉQUIPE DU SECRÉTARIAT NATIONAL



- d'administration. En 2009, le travail de l'équipe a été appuyé par de nombreux stagiaires, bénévoles ou salariés venus renforcer nos actions : merci à Isabelle, Aurélie, Annabel, Sophie, Cécile, Morgane, Clemence, Magali, Sophie, Claude, Edith, Geneviève, Arlette, Agnès, Olympe, Janet, Lara, Natacha... pour leur aide précieuse.
- > **Directrice de la publication** : Françoise Toutain
- > Coordination de la rédaction : Laurence Veyne
- > Rédaction : Stéfanie Dufour, Luc Lamprière, Laurence Veyne
- > Correctrice : Pascale Naquet
- > ISSN: 1155-200X > Dépôt légal: 2e semestre 2010
- > Conception graphique : Maya Lambert / Pixiemedia

- > **Réalisation** : Planète Graphique Studio 01 42 67 67 90 > **Imprimerie :** Sopedi
- > Photo couverture dos : Béatrice et son bébé Sipha, RD Congo, Octobre 2009.
 © Rankin / Oxfam.
- > Photos couverture : en haut : Sécheresse en Mauritanie. Ami Vitale / Oxfam. En bas : Mobilisation à l'appel de la coalition Ultimatum Climatique le 21 septembre 2009, à la veille du départ de N. Sarkozy pour le G20. © C. Reboul / Oxfam France.





104, rue Oberkampf 75011 Paris Tél.: 01 56 98 24 40 > Fax: 01 56 98 24 09 E-mail: info@oxfamfrance.org Suivez notre actualité et participez à nos campagnes en vous abonnant à notre newsletter sur WWW.OXFAMFRANCE.ORG

un monde plus juste!

PARCE QUE LE MONDE NE CHANGERA PAS SANS VOUS!



